



Pourquoi à L'AUTRE GAUCHE Brest Nouvelle Citoyenneté nous avons décidé de relayer l'appel de POLITIS ?

Comme d'autres nous nous sommes dit : Encore un appel ! Comme d'autres nous nous sommes interrogés sur son intérêt, et sur les raisons qui nous pousseraient à nous inscrire dans la démarche ! Comme d'autres nous avons réfléchi pour savoir si cette initiative n'était pas dès le départ vouée à l'échec !...

Sauf, qu'il y a urgence à lutter contre la politique menée par Sarkozy et son équipe, courroie de transmission d'un Medef néo-libéral,... Urgence à combattre l'aggravation des inégalités et l'individualisme grandissant qui menacent chaque jour notre planète et ses habitants,... Urgence à cesser nos querelles partisans pour les dépasser et reprendre le dialogue dans le respect de nos propres identités,...

C'est pour ces raisons et bien d'autres encore, que nous nous engageons à relayer cet appel. Vous l'avez aujourd'hui entre vos mains, il ne tient qu'à vous d'accentuer la dynamique engagée pour qu'elle aboutisse à la construction d'un nouvel espoir à gauche.

Denis SIEFFERT,
éditorialiste

POLITIS N° 1000 - extrait de l'édito

En vingt ans, l'espace d'une gauche sociale et écologiste n'a cessé de s'étendre. Cela en raison de l'évolution vers la droite des partis socialistes européens. Un glissement constant et vraisemblablement irréversible qui a son explication économique (l'argent et le pouvoir sont du côté de la mondialisation libérale), mais qui délaisse une part de plus en plus importante de l'opinion. Parallèlement, la prise de conscience des ravages du capitalisme financier ne cesse de gagner du terrain. Nous sommes tous les jours plus nombreux à comprendre que le monde marche sur la tête. Que l'appât du gain et des surprofits, qui va de pair avec les hymnes à la croissance, ne fait qu'aggraver la crise. Avec la famine, l'aveuglement n'est plus guère permis. Bernard Langlois rappelle dans son bloc-notes combien, il y a vingt ans, le discours d'un René Dumont était marginal et paraissait incongru.

Il est aujourd'hui, par la force des choses, sur la place publique. Avec sincérité, ou par feinte, le néolibéralisme est partout en accusation. Or, voilà le grand paradoxe : les forces politiques qui s'interrogent sur la croissance, sur le consumérisme, sur nos modes de vie, sur un autre partage des richesses, et au total sur la remise en cause réelle du néolibéralisme, restent peu audibles. Nous, citoyens des démocraties occidentales, sommes aujourd'hui en proie à une sorte de schizophrénie. Nous avons pris conscience de beaucoup de choses, mais nous continuons de voter pour des partis politiques qui n'ont rien intégré des leçons récentes de l'histoire, sauf à tenter de les récupérer par une habile communication.

Il y a encore trente ans, au lendemain des Trente Glorieuses, il était facile d'établir des correspondances entre les grandes formations politiques et leur base sociale. Cette lecture est pour le moins malaisée aujourd'hui. La politique retarde. Mais cette crise de représentation aura une fin. Celle-ci sera positive, avec l'éclosion d'une force suffisamment visible et audible pour définir une offre politique en rupture avec les grandes logiques dominantes. Ou elle sera tragique avec une dépolitisation générale de nos sociétés, le renoncement à toute citoyenneté, le repli individuel dont on ne sortirait plus - ultimes élans collectifs - que pour de sanglantes jacqueries, et pour de grandes quêtes humanitaires. Soyons-en sûrs, l'alternative entre ces deux issues ne mettra pas vingt ans à se dénouer. L'inadéquation entre les formes politiques et les urgences écologistes et sociales est l'une des grandes affaires de l'époque.

Nous sommes convaincus qu'une partie de la réponse réside dans l'esprit de responsabilité de tous ceux qui partagent ce diagnostic. Ceux-là doivent, devant l'urgence, se parler, se coordonner, créer sans attendre une structure commune dans laquelle il n'est demandé à personne d'abjurer ses convictions, ni de dissoudre sa propre formation, ni de faire le sacrifice de soi sur l'autel de la collectivité, ni de renoncer à sa part d'initiative. Politis relaiera tout ce qui ira dans ce sens. Nous invitons nos lecteurs à réagir à ces propositions et à nous dire la place que leur journal, selon eux, doit y prendre.



L'Alternative à Gauche : Organisons - la !

Plusieurs milliers de signataires d'horizons divers se mobilisent avec Politis pour la création d'un cadre permanent à l'intérieur duquel les forces de gauche sociale et écologiste pourraient mener le débat. Profitez de notre forum, au bas de cet article, pour esquisser les suites à donner à cet appel et nous faire part de vos idées et propositions d'action. Les meilleures contributions seront retenues et mises en avant dans Politis.

Pour signer l'appel, connectez-vous sur www.appel-a-gauche.org

Nous célébrons l'anniversaire de Mai 68. Le temps n'est toutefois ni aux commémorations, ni à la nostalgie.

La planète s'est profondément transformée. Le capitalisme se fait toujours plus prédateur. Les émeutes de la faim sont le corollaire de l'enrichissement indécent d'une minorité de privilégiés. Les crises financières s'enchaînent, et une catastrophe écologique se dessine. Bousculée par un nouveau totalitarisme de marché, la démocratie s'étiolle.

C'est à la refondation d'une politique d'émancipation qu'il importe de s'atteler.

En France, le sarkozysme se heurte déjà à la résistance du pays. Dans les entreprises du secteur privé, dans les services publics, à l'école, d'amples mobilisations se font jour.

À quarante ans de distance, deux questions se reposent à nous : quelles perspectives offrir à la colère sociale ?

Comment la volonté de changer radicalement l'ordre des choses peut-elle redonner majoritairement le ton à gauche ?

À cet égard, chacun hélas peut le constater, il manque toujours une force incarnant un projet alternatif.

Du côté de la majorité dirigeante du Parti socialiste, les volontés hégémoniques se confirment, et avec elles les tendances au renoncement social-libéral, inspirées des exemples de MM. Blair ou Prodi. Mais la gauche de transformation sociale et écologiste ne doit pas, elle, s'accommoder d'un statu quo qui lui interdit d'espérer changer en profondeur la donne politique.

La menace du bipartisme devient plus forte, avec son choix mortifère ramené à deux variantes de l'adaptation au libéralisme. Tout cela peut nous conduire à des désastres comme celui que vient de connaître la gauche italienne, incapable d'empêcher le

retour de Berlusconi aux affaires et littéralement disloquée.

Les municipales et les cantonales viennent pourtant de prouver qu'il existe ici un espace comparable à celui révélé par Die Linke en Allemagne ou d'autres expériences similaires en Europe. Faute de convergence entre des traditions et des cultures jusqu'ici séparées, faute de prendre en compte l'apport des mouvements sociaux et citoyens ayant émergé depuis plusieurs années, le champ des possibles demeurera inévitablement limité : aucune force constituée ne peut rassembler autour d'elle seule. Les échecs passés nous instruisent des difficultés de l'entreprise. Nous n'en restons pas moins convaincus que c'est le seul horizon porteur d'avenir.

Un cadre permanent pour faire front
Nous en appelons donc à l'affirmation d'une gauche enfin à gauche. Qui n'oublie plus la nécessité de redistribuer les richesses. Qui soit en phase avec les aspirations des salariés, avec ou sans papiers, des quartiers populaires, des jeunes. Qui conjugue urgence sociale, urgence démocratique et urgence écologique. Qui permette au peuple d'exercer sa souveraineté dans tous les domaines. Qui place l'égalité entre hommes et femmes au cœur de son projet. Qui milite pour un nouveau mode de production et de consommation, soutenable et respectueux des équilibres écologiques. Qui promeuve la construction d'une autre Europe et de rapports de codéveloppement avec le Sud. Qui devienne, ce faisant, une véritable force.

Militants politiques, acteurs du mouvement social et culturel, nous pouvons dès à présent agir de façon coordonnée. Sans préalable sur les engagements des uns et des autres, construisons un cadre permanent qui nous permette, ensemble, nationalement et localement, de réfléchir aux moyens d'une vraie réponse politique aux attaques de la droite et du Medef et d'aborder les grands rendez-vous qui s'annoncent.

D'ici l'été, que chacun et chacune se saisisse de cette proposition sur le terrain. Et retrouvons-nous à l'occasion d'un grand rendez-vous national en septembre, afin de prolonger ces échanges.

Premiers signataires :

Paul Ariès,
Ariane Ascaride,
François Asensi,
Clémentine Autain,
Christophe Barbillat,
Francine Bavay,
Hamida Bensadia,
Pierre Bergounioux,
Jacques Bidet,
Martine Billard,
Jean-Jacques Boislaroussie,
Patrick Braouezec,
Bernard Calabuig,
Yves Contassot,
Éric Coquerel,
Emmanuelle Cosse,
Thomas Coutrot,
Claude Debons,
Bernard Defaix,
Marc Dolez,
Annie Ernaux,
Jean-Claude Gayssot,
Jacques Généreux,
Susan George,
Dominique Grador,
Robert Guédiguian,
Michel Husson,
François Labroille,
Frédéric Lebaron,
Jacques Lerichomme,
Philippe Mangeot,
Roger Martelli,
François Maspero,
Gérard Mauger,
Marion Mazauric,
Daniel Mermet,
Mohammed Mechmache,
Philippe Meirieu,
Claude Michel,
Yann Moulier Boutang,
Dominique Noguères,
Michel Onfray,
Christian Picquet,
Christophe Ramaux,
Yves Salesse,
Denis Sieffert,
Patrick Silberstein,
Évelyne Sire-Marin,
Emmanuel Terray,
Rémy Toulouse,
Marcel Trillat,
Christophe Ventura,
Marie-Pierre Vieu,
Claire Villiers.

**Pour signer l'appel,
connectez-vous sur www.appel-a-gauche.org**